



CONTEXTE

Plus de quatre ans après le coup d'Etat de 2013 et la nouvelle crise qui ont touché la Centrafrique :

- Plus de 20% de la population reste déplacée à l'intérieur du pays (401 072 personnes) ou réfugiée dans les pays frontaliers (463 759 personnes).
- Plus de 60% du territoire reste aux mains des groupes armés, hors de tout contrôle de l'Etat.
- 48% de la population souffre de la faim et se contente d'un seul repas par jour (PAM).
- Seulement 35% de la population a accès à l'eau potable et 27% à des services d'assainissement (OCHA).
- 2,2 millions de centrafricains, soit la moitié de la population, dépend de l'aide humanitaire pour sa survie (OCHA).

Depuis septembre 2016, la Centrafrique fait face à une nouvelle dégradation de la situation sécuritaire : les affrontements entre groupes armés sont récurrents (notamment dans la Ouaka, Nana-Gribizi, Haute-Kotto...), les violences intercommunautaires sont entretenues par une sous-traitance à des groupes dits d'auto-défense, les exactions à l'encontre des civils sont multiples et affectent des zones jusque-là relativement épargnées (ex. Basse-Kotto, Mbomou).

- Plus de 100 000 nouveaux déplacés internes ont été obligés à fuir leur domicile dans ces régions entre septembre 2016 et février 2017, des chiffres qui viennent contrebalancer les timides mouvements de retours enregistrés en 2016.

La MINUSCA a effectué un changement de mode d'intervention : engagée sur de multiples fronts, ses ressources s'avèrent malheureusement insuffisantes et/ou inadaptées pour répondre à la multitude de situations entraînant des besoins de protection, et ce sans le concours des forces de sécurité intérieures qui sont quasi inopérantes.

Les besoins en protection et assistance humanitaire augmentent à nouveau en ce début d'année 2017 dans de nombreuses zones du pays, en même temps que ceux de relèvement et développement dans les zones dites « stabilisées ».

Et pourtant, **les financements humanitaires sont au plus bas**. L'an dernier, le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) a été financé à 37%, laissant poindre le sous-financement chronique des opérations humanitaires dans le pays.



Distribution alimentaire, Bangui, mai 2016, crédit photo ACF

Pour l'année 2017, à fin mars, les financements enregistrés couvrent uniquement 6% du PRH 2017, estimé à 399,5 millions de dollars.

Les promesses de financement du Plan de Relèvement et Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) faites lors de la Conférence des bailleurs à Bruxelles le 17 novembre dernier – 2,2 milliards de dollars sur 3 ans- ne se sont toujours pas matérialisées à ce jour, et les mécanismes de coordination du RCPCA tardent à se mettre en place.

POSITION DES ONGI

Les ONGI, membres du CCO, signataires de cette note expriment leur **grave inquiétude face à la dégradation de la situation sécuritaire**, à ses impacts en termes de violations des droits humains, d'accès humanitaire aux populations vulnérables, à la recrudescence des besoins et à leurs propres ressources et capacités de réponse.

L'appui de la communauté internationale reste indispensable en Centrafrique, et doit être renforcé dans tous ses aspects : politiques, militaires – particulièrement en vue d'une protection accrue des populations civiles-, humanitaires, mais aussi en termes de relèvement et développement.

La crise centrafricaine ne doit pas redevenir une crise oubliée, mais au contraire générer une réponse multiforme adaptée et adaptable, flexible, pour **répondre aux besoins des populations vulnérables et à la situation d'urgence** actuelle tout en s'attaquant aux causes profondes et structurelles de la crise (sous-développement chronique, absence de décentralisation, impunité notamment).

ONGI SIGNATAIRES :

